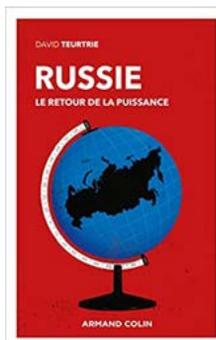


RECENSIONS



David Teurtrie

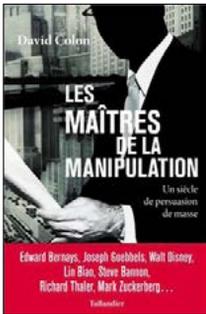
Russie, Le retour de la puissance

Paris, Armand Colin, 2021, 221 p.

Enfin une analyse géopolitique de la Russie dont l'appréhension est marquée d'un certain équilibre garanti par la prise en compte aussi de ce que les Russes estiment être leurs intérêts propres. Avec l'*Atlas géopolitique de la Russie* de Stéphane Marchand (Autrement) et les deux titres éponymes, *Géopolitique de la Russie* de Jean de Gliniasty (Eyrolles) et d'Anne Pinot (SPM), l'ouvrage de David Teurtrie, en poste dans le Sud-Caucase et chercheur associé au Centre de Recherches Europes-Eurasie de l'INALCO, assure une continuité de l'approche scientifique de l'évolution géopolitique récente de la Russie. Les trois axes utilisés par l'auteur comme autant de fils rouges de son travail tournent d'abord autour de la capacité de Moscou à avoir su remonter, stabiliser puis assumer sa pertinence et son autonomie stratégiques, tel un « phénix » géopolitique. Alors que le processus est loin d'être achevé, David Teurtrie développe un certain nombre d'analyses précises permettant au lecteur de comprendre quelles sont les difficultés de fond qui se dressent face aux décideurs russes et les marges de manœuvre d'ores et déjà reconquises. La crise démographique, malgré un certain relèvement, est la majeure des premières et elle pèse sur les dépenses de l'État (éducation, retraites, systèmes de soins) et crée des tensions sur le marché du travail (pénurie de main-d'œuvre et pression inflationniste). « L'amélioration des principaux facteurs de puissance et la capacité de la Russie à affirmer ses positions sur la scène internationale » s'inscrivent en revanche aux plus importantes des secondes. La deuxième trame sous-jacente privilégie, sans trancher définitivement évidemment, le scénario d'une progressive bascule vers le pivot eurasiatique de la Russie d'aujourd'hui, au détriment d'un certain eurocentrisme passé du « pragmatisme à l'incompréhension » (p. 129 et *sq.*) vis-à-vis de l'Occident. Moscou se veut « puissance d'équilibre » au cœur de la Grande Eurasie et s'en donne les moyens *via* la structuration d'une intégration régionale qu'elle domine à travers ses deux outils que sont l'Union économique eurasiatique et l'Organisation du traité de sécurité collective, auxquels nous devons ajouter un certain désengagement ciblé des États-Unis en Asie centrale confortant le statut russe de

garant de la sécurité régionale. La troisième direction, enfin, emprunte les chemins récents du développement de la capacité d'influence de la Russie, sa cyberpuissance par sa souveraineté numérique et sa politique d'influence tous azimuts. La dégradation des relations russo-occidentales, surtout par les sanctions euro-atlantistes de ces dernières, offrant paradoxalement à Moscou l'occasion de se donner les moyens de l'indépendance indispensable à ses ambitions. Ce travail d'analyse poussée des fondements de la puissance russe contemporaine permet au lecteur d'appréhender l'ensemble des éléments de la thématique avec la rigueur nécessaire de la méthodologie géopolitique. Il est à conseiller aux étudiants et à tous ceux qui veulent bénéficier d'une analyse équilibrée et experte sur cette thématique très actuelle.

CR



David Colon

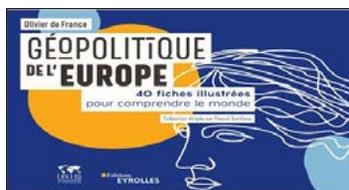
***Les maîtres de la manipulation,
un siècle de persuasion de masse***

Paris, Taillandier, 2021, 348 p.

Sur le thème de la propagande et des techniques de communication persuasive, l'auteur professeur Sciences-po, offre un travail tout à fait intéressant d'étude de la manipulation de masses à partir de ses auteurs contemporains principaux. Parmi ces vingt propagandistes, l'on peut tout de suite noter qu'il s'agit quasi exclusivement d'anglo-saxons, américains, à l'exception notable de l'allemand Goebbels et du chinois Lin Biao. Les deux non-américains qui restent sont français mais ils n'ont fait qu'importer ou introduire en France des techniques américaines de persuasion et de marketing politique. David Colon décrit avec beaucoup de précision le rôle extraordinaire qu'on pu jouer, à leur époque et avec les moyens dont ils disposaient, des personnes *a priori* aussi dissemblables que par exemple Georges Creel (lequel, en 1917, « vend la guerre aux Américains »), Walt Disney (faisant des dessins animés une arme de manipulation de masse), Karl Rove (l'*impresario* néoconservateur de la Maison-Blanche), Mark Zuckerberg (possédant « l'empire de la manipulation des masses ») ou Richard Thaler (l'économie comportementale et le *nudge*). De même, le lecteur est invité à considérer combien l'évolution des techniques de propagande ont pu migrer du champ de la politique *stricto sensu* vers le façonnement du comportement économique et social des masses. En effet, selon l'auteur, l'art de la persuasion est devenu « une science appliquée, conçue et sans cesse perfectionnée par une nouvelle génération d'hommes qui se targue de pouvoir percer les secrets des masses [et] font profession d'agir sur

leurs attitudes et leurs comportements » en recourant aux sciences et aux techniques modernes (p. 10-11). Vance Packard précisait dès 1957 le rôle des publicitaires, lesquels à grande échelle, dirigent « nos habitudes inconscientes, pour orienter nos décisions en matière d'achat, le processus de notre pensée, ceci à l'aide de moyens empruntés à la psychiatrie et aux sciences sociales »¹. Cet ouvrage bien référencé se conclue bien évidemment sur le constat du basculement quantitatif et qualitatif phénoménal de la manipulation de masses opéré par le numérique qui réunit pour la première fois les trois approches de la « persuasion invisible » (p. 303), que sont la répétition, la maîtrise et la mesure de l'impact, et l'identification et l'influence des mobiles des conduites humaines. Si l'auteur constate avec raison que le jour de la manipulation à grande échelle des comportements humains, sorte de « gouvernement des conduites [par] des ingénieurs de l'âme humaine » est bien advenu aujourd'hui par la puissance numérique, atteignant son but par des techniques furtives, indécélables, invisibles, il ne nous dit cependant rien de ce que l'idée-même de la manipulation des masses, quel que technique qu'elle utilise, est inhérente au capitalisme servi par le principe démocratique contemporain. Il faudra un nouvel ouvrage pour évoquer cette consanguinité moderne.

CR



Olivier de France
Géopolitique de l'Europe

Paris, Eyrolles, 2021, 184 p.

L'auteur, directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), applique à la géopolitique de « l'Europe », le format organisé par fiches de la collection « pour comprendre le monde ». Son introduction nous livre toutes sortes de réflexions dont certaines, pertinentes, veulent ouvrir le débat, telle que celles soulignant le statut d'« acteur non-géopolitique par excellence » de l'Europe, l'absence de système politique lui permettant de se « réconcilier avec les peuples européens » eux-mêmes, la preuve de la réversibilité de l'intégration apportée par le *Brexit*, l'insuffisance de sa « gestion technique du *statu quo* », (p. 6) etc. Deux aspects importants des développements de l'auteur suscitent très rapidement des questions de fond : de quelle Europe s'agit-il tout d'abord ? Celle continentale ou celle intégrée ? L'auteur passe de l'une à l'autre en soulignant

1. Vance Packard, *La persuasion clandestine*, coll. « Liberté de l'esprit », Paris, Calmann-Lévy, 1958, p. 7.

que leur nature et leur dimension sont clairement distinctes, l'une étant un continent, son histoire de 3 000 ans, et sa géographie, l'autre une organisation internationale d'intégration de 70 ans d'existence. L'auteur insiste ensuite sur ce qu'il pense être une instabilité permanente en Europe ; tout semblant apparaître résolument dans la main des changements « foudroyants de la technologie », des accélérations « entropiques du capitalisme financiarisé », etc. Olivier de France nous invite donc à l'invention d'une « histoire nouvelle », d'un « avenir moins violent, moins accapareur, plus inclusif, moins possessif », de trouver le champ des possibles, penser l'Europe à nouveaux frais et ne cesser de « re-fabriquer » l'individu et la communauté en se référant à la citation d'Edgar Nahoun (Edgar Morin) selon lequel elle est « une notion aux multiples visages que l'on ne saurait sur-impressionner les uns sur les autres sans créer le flou » (p. 15). Cette recherche d'un fond commun changeant toujours et perpétuellement à façonner, s'explique par le fait que l'auteur considère la reine Europe, celle médiévale, « Orbe à la main et parée de tous les atours masculins (?), [qui] se prépare à répandre la Chrétienté de par le monde », comme porteuse d'« agressivité » (p. 7). Cet ouvrage géopolitique écarte dès l'abord l'apport historique de la singularité européenne pour tenter l'élucidation de l'Europe contemporaine. Logiquement, l'auteur ne tranche donc pas la question de l'euroanéité des empreintes maure ou ottomane, ne souligne que le morcellement de la géographie européenne, la contestation permanente de ses frontières et cite pour nourrir les débats sur son identité « l'intuition fondatrice » de Gilles Deleuze, décrivant un phénomène de perception totalement déraciné, individué et subjectif. Est ainsi posée une série de questions sur les identités historique, intellectuelle, culturelle, populaire, démocratique, politique, juridique et « de valeurs » et qui restent sans réponse en raison du choix de l'auteur de ne pas définir préalablement la notion d'Europe elle-même. Olivier de France place dans le schéma du processus de démocratisation de l'Union européenne l'échec en France et aux Pays-Bas des référendums sur le traité instituant la constitution de l'UE en 2005, lequel sera imposé à l'identique deux ans plus tard par le biais indirect de la ratification par voie parlementaire², et indique dans le même tableau, le taux de participation de 42,5 % aux élections du parlement européen de 2014 (p. 33). L'auteur a tenu à placer la profonde citation spécialement sortie du texte, encadrée et en couleur du rappeur Élie Yaffa (Booba, d'origine sénégalaise d'ethnie soninké) « c'[est] juste un puzzle de mots et de pensées » (p. 19) comme définition de l'Europe. L'ouvrage publié en mai 2021 maintient le PIB du Royaume-Uni au sein de celui de l'UE dans le

2. Par ailleurs, Olivier de France considère que la démocratie directe, notamment par l'usage du référendum, « créé davantage de problèmes qu'il n'a fait émerger de solutions » (p. 165).

schéma des PIB mondiaux (p. 62), alors que sans lui le PIB de l'UE repasserait sous celui américain et relativiserait la démonstration de sa puissance commerciale. Pour illustrer le balancier des « mouvements d'opinion » lors des référendums (p. 166), l'auteur oppose le choix de deux positions contraires par la même population à une année d'écart sur la ratification du même traité ; mais il vrai qu'entre temps une négociation a eu lieu dont le résultat était plus favorable au pays concerné ouvrant ainsi la voie à l'acceptation du traité, comme par deux fois en Irlande, par exemple. En affirmant que « la primauté du droit de l'UE n'est pas explicitement prévue dans les traités » (p. 40), l'auteur ne vise évidemment pas la déclaration 17 du traité de Lisbonne relative à cette primauté ; cette déclaration 17 rappelle que « selon une jurisprudence constante de la Cour de justice de l'UE, les traités et le droit adopté par l'UE sur la base des traités priment le droit des États membres, dans les conditions définies par ladite jurisprudence »³.

Pour l'auteur « l'Europe des valeurs » se résume à l'article 2 du traité de Lisbonne et à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme qu'il faut encore plus pédagogiquement faire accepter par les peuples comme à l'occasion de la crise de « l'accueil », plutôt que celle « migratoire » ignorée par l'auteur, lequel décrit une population européenne vieillissante « qui s'est refermée sur elle-même ». À propos de la question de l'alliance ÉU/UE, l'auteur n'évoque que la présidence Trump pour souligner qu'elle a joué *a contrario* un rôle important d'éveil de Bruxelles pour une autonomie stratégique avant d'indiquer ensuite son ensablement provoqué par la désunion européenne ; est absente en l'occurrence la question de la vassalisation stratégique de l'UE, via l'Otan, et son rôle d'amenuisement des capacités stratégiques des États la composant. La bibliographie de fin d'ouvrage proposée par Olivier de France est quasi-exclusivement anglo-saxonne. Sur l'ensemble des thématiques choisies par l'auteur, celui-ci conclue invariablement sur l'extrême difficulté pour l'UE à régler la complexité des sujets d'ordre régaliens, internationaux ou autres. L'expectative domine jusqu'aux derniers chapitres où le volontarisme illustré par les nombreux « il faut », « l'Europe devrait », etc., vient relancer le dynamisme de l'argumentation. Olivier de France suscite ici un ouvrage dont le format rend très agréable sa lecture, et qui comprend des illustrations remarquablement maquettées et pertinentes dans la perspective de renouveler le sujet de la géopolitique de l'Union européenne dont il reste cependant difficile de s'exonérer de tous les stéréotypes de l'historiographie officielle de l'intégration qui règnent depuis plus de soixante ans.

Renaud Ponant

3. Cit in C. Réveillard, *La construction européenne*, Paris, Ellipses, (3^e éd.), 2020, p. 174 et sq.